



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

UN GRAND DEBAT POUR TENTER DE PIEGER LA COLERE

UNE SEULE REPONSE : AMPLIFIER LA PROTESTATION

BULLETIN NPA PSA POISSY

24 JANVIER 2019

Grand débat : entourloupe et menace

« Pour moi, il n'y a pas de questions interdites », nous dit Macron. Mais pas question de rétablir l'ISF, ni de changer de cap sur les questions essentielles. Smic et salaires en général, chômage et précarité, retraites et CSG, allocations de misère : ces sujets ne sont pas au programme du « grand débat » qu'on nous propose. En gros « vous pouvez débattre, mais c'est moi qui tranche ». Cela sonne comme de la provocation.

Mais en ouvrant sur trois mois ce soi-disant « débat », le pouvoir parie sur un essoufflement du mouvement, et espère faire passer ceux et celles qui refuseront ce débat bla-bla pour des ennemis de la démocratie, sur lesquels il serait légitime que s'abatte sans pitié la répression policière et judiciaire.

Justice sociale, justice fiscale, des exigences légitimes

Pas de paix sociale sans réponse à l'urgence sociale

Dans le débat que nous propose Macron, aucune ouverture sur le Smic ou plus généralement sur les salaires. Comme si l'exploitation du travail salarié par les capitalistes n'était pas une usine à profits. Rien qu'avec les 57 milliards versés à leurs actionnaires en 2018 par les entreprises du CAC 40, les 40 plus grandes du pays, il y aurait de quoi financer une augmentation de 250€ bruts aux 19 millions de salariéEs du privé. Mais pas question de se mettre mal avec le monde patronal auquel il vient encore de dérouler le tapis rouge cette semaine à Versailles : il est là pour faire régner coûte que coûte, matraque à la main, « leur » ordre, l'ordre capitaliste.

Au chapitre du pouvoir d'achat, rien non plus dans le soi-disant débat de Macron sur la revalorisation des retraites, allocations, et minima sociaux, et encore moins sur leur indexation sur le coût de la vie.

Même pas question de revenir sur l'ISF et autres cadeaux faits aux plus riches.

Ni sur les énormes sommes allouées aux entreprises sous forme de Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ou autres : un gouffre pour le budget de l'Etat sans effet sur l'emploi alors qu'il y aurait tant à

faire pour l'amélioration des services publics et la transition écologique.

Avec les 40 milliards du CICE en 2019, il y aurait de quoi par exemple financer plus d'un million d'emplois à 2900€ bruts (1700€ nets).

Contre ce gouvernement au service des riches et des patrons Une seule solution, un grand « toutes et tous ensemble » jusqu'à satisfaction

Macron ne cesse de répéter que la démocratie c'est les élections, qu'il a été élu sur un programme et donc qu'il n'est pas question de changer de cap sur le fond. Sauf qu'une élection due essentiellement au rejet de Marine Le Pen après ses maigres 18% au premier tour ne sauraient l'autoriser à se prévaloir d'un soutien majoritaire.

La mobilisation en « jaune » qui dure depuis novembre est là pour le lui rappeler. Et pour tous ceux et celles qui sont déterminés à continuer la mobilisation sur la question essentielle du pouvoir d'achat, l'heure est à porter la mobilisation à un cran supérieur pour construire un rapport de forces à même de faire plier le gouvernement.

Au-delà des manifestations du samedi, c'est l'ancrage des mobilisations dans les entreprises et les lieux de travail qui fera pencher la balance. Aux militantEs d'entreprises et gilets jaunes partageant cette conviction de défendre ensemble l'idée d'un véritable blocage de

l'économie qui suppose la construction d'un mouvement de grèves se généralisant à tous les secteurs d'activité, avec pour horizon la préparation d'une grève générale.

Ensemble, dans les entreprises et les syndicats, sur les ronds points et dans les assemblées de gilets jaunes, donnons-nous les moyens de cet objectif.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



ÇA « RUISSELLE »... VERS LES RICHES

Les 40 plus grands groupes français ont versé 57,4 milliards à leurs actionnaires en 2018 : + 12,8 % par rapport à l'an dernier, mais surtout + 62 % par rapport à 2009... les actionnaires se frottent les mains. Total, qui a bien profité des augmentations du prix du pétrole, arrive en tête en versant à lui seul 10 milliards de dividendes !

Du coup, les « experts » se sont succédés sur les plateaux télé pour nous expliquer que c'est une bonne nouvelle pour nous, pour « l'économie »... A les entendre, toutes ces richesses ne peuvent que « ruisseler » sur notre pouvoir d'achat.

Mensonges, ces profits viennent directement des mesures d'austérité, des salaires gelés, de la précarité, des temps partiels, des pensions à reculons... D'après l'INSEE, le niveau de vie des 40 % de français les moins riches a diminué entre 2008 et 2016.

DES COMPTES À EXIGER. RENDRE L'ARGENT VOLÉ

Carlos Ghosn toujours emprisonné au Japon va être remplacé de son poste de PDG de Renault. Deux mois pour une solution qui préserve les intérêts des actionnaires de Nissan, Renault et du gouvernement !

Les derniers favoris de Ghosn, à commencer par Bolloré, vont garder leurs postes. Ils connaissent le train de vie extravagant de leur patron. Leur silence dit leur complicité ! Les représentants de l'État au Conseil d'administration ont tout couvert depuis des années.

Déjà il est avéré qu'une directrice en France de Renault a touché 500 000 euros répartis sur plusieurs années grâce aux combines de la société Renault Nissan basée aux Pays Bas. Et la direction actuelle de Renault a protesté... contre la révélation du montant par l'Agence France Presse. L'omerta du temps de Ghosn est maintenue !

Avec ou sans Ghosn, comme partout ailleurs, ils veulent continuer à bloquer nos salaires pour s'enrichir ! A nous d'exprimer, pour nos revendications, notre colère toutes et tous ensemble !

MACRON, SI TU SAVAIS, TON BARÈME...

Depuis les ordonnances Macron de septembre 2017, les indemnités pour licenciement abusif aux prud'hommes sont fixées par avance entre 0,5 et 20 mois selon l'ancienneté... Qu'importe le préjudice de la victime, le patron peut licencier comme bon lui semble, de façon illégale, sans s'inquiéter de ce qu'il aura à payer !

Mais la mesure ne passe toujours pas. Rien que sur le mois de décembre, les prud'hommes de Troyes, d'Amiens et de Lyon viennent de refuser d'appliquer ces barèmes en les déclarant « *contraires* » au droit international. Les conseillers de Troyes ont bien résumé l'affaire : « *ces barèmes sécurisent davantage les fautifs que les victimes et sont donc inéquitables* » !

A croire que la contestation des Gilets jaunes est contagieuse... jusque dans les tribunaux.

C'EST AU CHÔMAGE QU'IL FAUT S'ATTAQUER, PAS AUX CHÔMEURS

Déstabilisé par la contestation sociale ravivée par les gilets jaunes et au plus bas dans les sondages, Macron entend continuer ses réformes de démolition sociale. Première cible de l'année, les personnes au chômage.

Un décret paru fin décembre en plein milieu des fêtes prévoit un nouvel arsenal de sanctions (radiation, suppressions pure et simples d'allocation) contre ceux et celles des chômeurs dont Pôle Emploi dira qu'ils ne cherchent pas activement du travail ou refuseront des offres dites « raisonnables ». Mais qui décidera que ces offres sont « raisonnables » ?

Incapable de s'attaquer au chômage, le gouvernement s'en prend aux chômeurs sur le dos desquels il souhaite faire faire plus d'un milliard d'économies au régime d'assurance chômage. Il va devenir quasiment impossible de refuser les emplois pourris ou mal payés. Et la situation faite aux chômeurs poussera aussi dans les entreprises les salarié(e)s eux-mêmes à modérer leurs revendications. Double aubaine pour le patronat

SERVICE NATIONAL : AU PAS, LES PROLOS !

Le gouvernement a annoncé la mise en place d'un « service national universel » obligatoire d'un mois. Concernant 3 000 jeunes dès cette année, pour s'appliquer à tous les adolescents et adolescentes de 16 ans dès 2020, il vise paraît-il à leur inculquer les « valeurs » que nous sommes censés partager. Au programme : réveil à l'aube, salut au drapeau tricolore et hymne national. Le tout, en uniforme !

Plutôt qu'une formation à un soi-disant « esprit d'engagement », il s'agit d'un formatage qui ne sert qu'à apprendre aux jeunes à obéir, pour devenir des travailleurs dociles qui disent oui aux chefs, qui ne bloquent pas les ronds-points et qui ne font pas grève.

DEMOCRATIE POLITIQUE ET SOCIALE PAR LE RIC ?

Face au président des riches et des patrons, le mouvement des gilets jaunes a fait résonner les revendications sociales élémentaires pour vivre dignement. Il a aussi revendiqué le droit pour les citoyens d'être consultés et de donner leur avis sur toutes les questions qui les concernent.

Mais avec l'illusion assez répandue qu'il suffirait d'avoir le droit au RIC (Referendum d'Initiative Citoyenne) pour que le système soit démocratique. Hors, sans réduction massive du temps de travail, comment impliquer les millions de gens qui passent tout leur temps à courir du domicile au travail, du travail aux courses ou à l'école, puis aux tâches ménagères ? Il faudrait aussi en finir avec la constitution de la Ve République, et les pouvoirs exorbitants du président, instaurer la proportionnelle intégrale, décider que les élu(e)s soient révocables et leurs indemnités plafonnées au salaire moyen.

Et puis, que serait une démocratie où l'essentiel des médias resterait aux mains des grands groupes capitalistes ? Et dans l'entreprise ! où nous créons les richesses, pas de démocratie réelle sans droit de mettre son nez dans les comptes, sans droit de veto sur toutes les décisions importantes qui y sont prises.

Conclusion : sans bousculer radicalement le système politique, on se retrouverait comme en Suisse, où le droit au referendum ne change pas fondamentalement les choses. N'oublions pas non plus la leçon du referendum de 2005 sur la Constitution Européenne en France, le non l'a emporté, cela n'a pas empêché Sarkozy de l'approuver au nom de la France.

LE GROUPE PSA A RÉALISÉ UNE BONNE ANNÉE 2018

Avec près de 3,9 millions de véhicules vendus dans le monde (+6,8 %) grâce au rachat d'Opel et Vauxhall, il passe ainsi pour la première fois juste devant Renault. Pour les actionnaires, le moral est au beau fixe.

Mais, côté salariés, la direction confirme la fermeture de son usine de Saint-Ouen (350 salariés) d'ici 2021. Et les faibles primes de départ proposées aux salariés ont provoqué la colère. D'autant plus qu'elles étaient accompagnées d'un chantage : 10 000 € pour ceux qui accepteraient de partir d'ici septembre prochain, 7 000 € pour qui traîneraient des pieds pour accepter leur licenciement.

Jeudi 10 janvier, lors de leur débrayage, les ouvriers de PSA Saint Ouen, partis manifester, sont allés rendre visite aux salariés du magasin Conforama, non loin de l'usine, lui aussi promis à la fermeture.

LE CHIFFRE : 26 = 0,5

D'après l'étude de l'association Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la planète ... Si ce n'est pas ça un monde qui marche sur la tête ! Et cela porte un nom, c'est le capitalisme ... qu'il nous faudra bien renverser un jour, à nous de nous y préparer !

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.poissy@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 80 73 86 77